

Professeur : Afilal
Semestre : 2
Ensemble : 6
Cours : macroéconomie
Séances 9 - 10 - 11

DEUXIÈME PARTIE : LE CIRCUIT ET L'ÉQUILIBRE ÉCONOMIQUES.

CHAPITRE 1

CIRCUIT ET AGRÉGATS ÉCONOMIQUES

Le circuit est un schéma qui résume les relations d'échange entre les différents groupes économiques (ménages, entreprises,). En fait ces relations sont des flux économiques.

Un flux économique est le déplacement (mouvement) d'une grandeur économique (bien, service, quantité de monnaie) d'un groupe économique vers un autre.

Généralement, à l'occasion d'un flux réel (bien, travail, ...) il y a un flux monétaire (paiement, salaire, ...). Dans certaines situations, de plus en plus exceptionnelles à notre époque, on peut avoir le croisement de deux flux réels (le troc par exemple).

Les termes " monétaire " et " financier " sont souvent confondus dans l'analyse du circuit économique. Mais dans une analyse plus fine, on peut attribuer le qualificatif " financier " aux placements financiers (acquisition de titres) et à leurs rémunérations (intérêts, dividendes,.....).

Dans un circuit économique plus représentatif de l'activité économique, on intègre les flux de consommation, d'épargne, d'investissement, ...

Nous avons vu précédemment comment la production engendre un revenu, et celui-ci une dépense qui assure la vente des biens et services produits. Plus précisément, le circuit montre comment les revenus distribués par les entreprises sous forme de salaires, d'intérêts et de profits (dividendes), reviennent à celles-ci par l'intermédiaire des achats de biens de consommation et de biens d'investissement. Il représente donc, en fait, le circuit des revenus.

Les agents économiques peuvent, soit ne pas utiliser intégralement leur revenu, soit recourir à un flux monétaire supplémentaire issu de crédits bancaires ou d'un appel public à l'épargne, d'où le déséquilibre entre le revenu et les dépenses.

C'est ainsi que dans une première section, on s'intéressera aux revenus perçus et versés par les groupes d'agents économiques et comment, à travers leurs encaissements et leurs décaissements, ils dégagent soit une position financière (PF) positive soit une PF négative.

Dans la deuxième section, on présentera les agrégats économiques.

Section 1) Les agents économiques et leurs PF

On s'intéressera principalement aux agents économiques résidents : ménages, entreprises et Etat.

1) Le groupe " Ménages "

La fonction principale des ménages est la consommation. Ils assurent d'autres fonctions : # La production marchande, notamment les services de logement et les biens et services réalisés par les entrepreneurs individuels.

La production non marchande (les services domestiques).

#L'épargne et l'investissement.

On a déjà analysé la production et la consommation dans les chapitres précédents. D'un autre côté, notre analyse concerne le circuit de revenus.

Le revenu des ménages est consacré à la consommation C et à l'épargne S.

L'épargne est l'excès du revenu disponible sur la consommation. Elle répond à un besoin de sécurité de l'avenir, elle permet de se prémunir contre les aléas et l'incertitude du futur. Elle est en général la principale ressource pour le financement de l'investissement.

$$S \text{ ménages} = \text{Revenu disponible } Rd - C$$

Le Rd est le revenu net de tous prélèvements (impôts, cotisations sociales, ...). C'est le revenu qu'on peut consacrer à la C et à l'S.

Rd des ménages = revenus primaires + revenus sociaux de transfert + solde des transferts extérieurs - (impôts + cotisations sociales)

La position financière d'un agent économique représente l'écart entre son épargne et son investissement (symbolisé par I)

L'investissement des ménages concerne principalement la construction de logements et la création d'entreprises individuelles. Le revenu de ces dernières étant intégré dans celui des ménages (comptabilité nationale).

$S > I$ -----> capacité de financement

$S < I$ -----> besoin de financement

$S = I$ -----> équilibre financier

Le groupe "ménages" enregistre en général une capacité de financement et ce pour deux principales raisons :

- Les ménages aisés disposent d'une capacité de financement qui surcompense le besoin de financement des ménages dont le revenu est faible ou insuffisant.

- L'épargne de millions de ménages (pris individuellement) n'atteint pas la hauteur qui permet de procéder à un investissement. Dans ce cas l'épargne de chacun de ces ménages représente une capacité de financement puisque $I = 0$.

$$PF \text{ des ménages} = S \text{ des ménages} - I \text{ des ménages}$$

Cette PF est donc positive comme expliqué ci-dessus.

Il est évident que cette analyse passe sous silence certains aspects de l'activité des ménages : production des services domestiques (employés de maison); l'autoconsommation (services de logement, produits agricoles, ...)...

2) Les entreprises

Il s'agit des sociétés financières et non financières, privées et publiques. Leur principal point commun est la réalisation d'une production marchande et à but lucratif.

La richesse créée par une entreprise est sa valeur ajoutée. Cette dernière est

l'excès de la production sur la consommation intermédiaire de l'entreprise. Pour déterminer la richesse globale créée au cours d'une période donnée dans un pays on fait la somme des valeurs ajoutées de tous les producteurs résidents, on calcule ainsi le PIB. Ce dernier est composé du PIB marchand et de la valeur ajoutée non-marchande. On peut calculer, dans ces conditions la PF des entreprises de la façon suivante :

$S \text{ entreprises} = R_d \text{ du groupe entreprises.}$

Ceci parce que les entreprises n'ont pas de consommation finale. Leur consommation est intermédiaire et elle est déjà prélevée puisqu'on ne prend, pour chaque entreprise, que sa valeur ajoutée.

$R_d \text{ du groupe entreprises} = \text{PIB marchand} + \text{subventions d'exploitation} - (\text{salaires privés} + \text{revenus non salariaux RNS} + \text{impôts})$

Les RNS sont essentiellement composés des intérêts et des dividendes versés aux prêteurs et aux actionnaires (ou associés).

Les subventions d'exploitation sont principalement de trois catégories :

Les subventions à la consommation. Il s'agit d'une prise en charge, par l'Etat, d'une partie du prix de vente des biens de première nécessité. Le bénéficiaire final est le consommateur.

Les subventions à la rémunération : elles sont versées aux promoteurs de certaines activités essentielles pour le pays mais qui ne sont pas suffisamment rémunératrices (ou faiblement rentables). L'agriculture est subventionnée même dans les pays développés : l'union européenne, les USA,...

Les subventions à l'exportation : Elles sont versées à quelques entreprises exportatrices pour les rendre artificiellement plus compétitives sur le marché international. Cette pratique est interdite par l'OMC en raison de son caractère déloyal.

$PF \text{ du groupe "entreprises"} = (S \text{ entreprises} + \text{subventions d'équipement}) - I \text{ des entreprises.}$

Les subventions d'équipement constituent une contribution de l'Etat dans l'investissement de certaines entreprises, notamment publiques.

Le groupe "entreprises" enregistre un besoin de financement ($PF < 0$)

L'investissement des entreprises joue un rôle déterminant dans l'évolution de l'économie : élargissement du tissu industriel, création d'emploi, multiplication des effets d'entraînement....

Cet investissement consiste à :

- remplacer les équipements usés (investissement de renouvellement)
- accroître le volume de l'équipement (investissement d'extension)
- moderniser l'équipement (investissement de productivité).

Les entreprises investissent aussi dans la recherche/développement, dans la formation, dans les études de marché, dans la prospection,... Comme elles réalisent des investissements d'infrastructure marchande (les gares, les tunnels et les ponts construits par l'ONCF par exemple).

3) L'Etat (administrations publiques)

On sait qu'il y a deux principales catégories d'administrations publiques : celles qui ont une activité de production non marchande et celle qui ont une activité de redistribution . Pour simplifier on supposera que l'Etat représente toutes les administrations publiques.

La fonction principale de l'Etat est la production des services collectifs : sécurité, enseignement public, santé publique, infrastructures non marchandes,

Comme on l'a fait pour les groupes "ménages" et "entreprises", on présente la PF publique.

$$S \text{ publique} = R_d \text{ public} - C \text{ publique.}$$

L' S publique correspond à l'excès des ressources ordinaires de l'Etat sur ses dépenses ordinaires. Celles-ci incluent les dépenses de fonctionnement : salaires publics, achats de biens de fonctionnement, intérêts des emprunts, subventions d'exploitation.

$$R_d \text{ public} = \text{Recettes fiscales} + \text{recettes domaniales} + \text{cotisations sociales} + \dots - (\text{revenus sociaux de transfert} + \text{subventions d'exploitation} + \dots)$$

$$C \text{ publique} = \text{salaires publics} + \text{achats des biens de fonctionnement}$$

La C publique est égale à la valeur de la production non marchande (PNM). Cette dernière, n'étant pas vendue, est difficile à évaluer. La solution conventionnellement adoptée est de l'évaluer par son coût de production, c'est-à-dire les dépenses courantes des administrations publiques. On peut donc écrire :

$$PNM = \text{salaires publics} + \text{achats publics}$$

En considérant que les achats publics correspondent à la consommation intermédiaire de l'Etat, on déduit que les salaires publics constituent la valeur ajoutée de l'Etat.

$$PF \text{ publique} = S \text{ publique} - \text{dépense publique d'investissement (I public} + \text{subventions d'équipements)}$$

La PF publique est généralement négative (besoin de financement). En effet, l'Etat ne peut augmenter la pression fiscale et les autres prélèvements obligatoires, sans risquer de ralentir l'activité économique, alors qu'il est très sollicité pour la réalisation des équipements collectifs et pour le maintien d'un certain équilibre social (développement des revenus sociaux de transfert). Il en résulte un lourd endettement public, mesuré en général par rapport au PIB. Pour les pays de l'OCDE il atteint 111% du PIB (70% environ au Maroc) .

Les I publics, au sens strict du terme, sont ceux réalisés par les administrations publiques (Etat + collectivités locales). Ces I comprennent la construction des immeubles et l'acquisition des équipements, utilisés par l'administration centrale et locale, les écoles et les universités publiques, les hôpitaux, la construction des routes, des barrages,...

On constate à travers tout ce qui précède, que les dépenses d'un groupe sont les recettes d'un autre (circuit économique).

On verra (exemple chiffré ci-dessus) comment les capacités de financement disponibles sont acheminées vers les agents à besoin de financement.

Précisons enfin, que par souci de simplification, certains flux ne figurent pas dans la présentation ci-dessus : les emprunts et leurs intérêts, les bénéfices versés par les entreprises publiques à l'Etat.....Dans l'exemple on fera intervenir le "reste du monde".

Exemple : soit les données suivantes : PIB marchand :1000, C des ménages : 680, salaires privés : 350, RNS : 320, salaires publics : 200, revenus sociaux de transfert : 80, solde des transferts extérieurs :10, cotisations sociales : 60, I des ménages : 85, I des entreprises : 220, I public :16, impôts des ménages :120, impôts des entreprises :160, subv d'exploitation : 20, subv d'équipement : 8, achats publics : 30, X : 250, M : 281.

On calcule les PF des 3 groupes d'agents économiques.

Ménages : $Rd = 350+320+200+80+10 - (120 + 60) = 780$
 $S = 780 - 680 = 100$
 $PF = 100 - 85 = 15$ -----> capacité de financement.

Entreprises : $S = Rd = 1000 + 20 - (350 + 320 + 160) = 190$
 $PF = (190 + 8) - 220 = - 22$ -----> besoin de financement.

Etat : $Rd = 120 + 160 + 60 - (80 + 20) = 240$. On a pas les recettes domaniales.

$S = 240 - (200 + 30) = 10$. 200+30 étant la C publique.
 $PF = 10 - (16 + 8) = - 14$ -----> besoin de financement.

On peut maintenant calculer la PF de la nation = somme des PF des 3 groupes d'agents

$PFN = 15 - 22 - 14 = - 21$ -----> cette nation enregistre un besoin de financement de 21, elle doit donc recourir à l'épargne étrangère (endettement extérieur). On trouve ici l'origine et l'explication de la dette extérieure de certains pays. Elle a atteint au 31 décembre 2015 au Maroc 30,4 Mds de \$. A ne pas confondre avec la dette publique qui ne concerne que l'Etat et qui est contractée à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

On peut calculer la PFN par l'écart entre l'S nationale SN et l'I national IN.

$SN = \text{somme des S des agents} = 100 + 190 + 10 = 300$
 $IN = \text{somme des I des agents} = 85 + 220 + 16 = 321$
 $SN - IN = 300 - 321 = - 21 = PFN$.

A remarquer que le besoin de financement des entreprises et de l'Etat (22+14 = 36) est comblé en partie par la capacité des ménages (15) et pour le reste par l'endettement extérieur (21).

Section 2 : LES AGRÉGATS ÉCONOMIQUES

Les agrégats économiques sont des grandeurs économiques globales synthétiques qui permettent de décrire et de juger l'évolution de l'activité

économique. C'est un assemblage de parties pour former un tout : rassembler les valeurs ajoutées des différents producteurs pour former le PIB par exemple.

L'appréciation de l'évolution de l'économie et les comparaisons internationales sont souvent élaborées à partir des statistiques de l'évolution des agrégats économiques. Ces derniers permettent aussi de savoir si les objectifs de la politique économiques sont atteints.

Les principaux agrégats économiques sont le PIB, le PNB, la DNB, la CN, la SN, l'IN,

1) le produit intérieur brut :

Le PIB est la valeur monétaire des biens et services produits au cours de l'année civile par les résidents du pays. D'une autre manière, c'est la valeur de tout ce qui a été produit à l'intérieur du pays au cours d'une période donnée (généralement l'année) par les résidents nationaux et étrangers.

On calcule le PIB selon plusieurs approches.

Approche " production " . Le PIB est la somme des valeurs ajoutées marchandes et non marchandes.

$$\text{PIB} = \text{PIB marchand} + \text{Valeur ajoutée non marchande}$$

Dans l'exemple ci-dessus $\text{PIB} = 1000 + 200 = 1200$

En général le PIB est calculé au prix du marché, ainsi on ajoute à la somme des valeurs ajoutées la TVA et droits de douane et on retranche les subventions sur les produits.

approche " revenus " : le PIB est la somme des revenus disponibles internes des agents économiques.

$$\text{PIB} = (780 - 10) + 190 + 240 = 1200$$

C'est à travers l'évolution du PIB qu'on détermine le taux de croissance économique. Un taux de croissance de 5% en 2015 signifie que le PIB de 2015 dépasse celui de 2014 de 5%.

Cependant il faut tenir compte de l'inflation. On distingue la croissance en valeur (aux prix courants ou en terme monétaire) et la croissance en volume (aux prix constants ou en terme réel). La première résulte de la variation des quantités produites et de la variation des prix, alors que la seconde exprime seulement l'évolution des quantités produites. Cela signifie qu'une croissance en valeur de 5% se traduit par une croissance en volume de seulement 2% environ lorsque le taux d'inflation est de 3%.

Le 2% est ici une valeur approximative. Un calcul plus pointu donnerait

Indice de croissance en valeur / indice des prix $\times 100 = 105/103 \times 100 = 101,94$. Une croissance en valeur de 5% se traduit par une croissance volume de seulement 1,94% lorsque le taux d'inflation est de 3%.

2) le produit national brut.

Pour faciliter l'explication, prenons l'exemple du Maroc. Son PIB exprime la valeur de la production réalisée sur le territoire par les résidents marocains et les résidents étrangers. Ces derniers transfèrent vers leur pays une partie des revenus réalisés au Maroc. En même temps, les marocains résidents à l'étranger transfèrent vers le Maroc une partie de leurs revenus. On calcule le solde de ces transferts et on l'ajoute au PIB pour déterminer le PNB. En fait, avec le PNB

on veut calculer la valeur de la production des nationaux quel que soit le lieu de leur résidence. Mais on y arrive jamais puisque les revenus transférés du et vers le Maroc ne sont qu'une partie plus ou moins importante des revenus effectivement réalisés.

Dans notre exemple chiffré on a $PNB = PIB + \text{solde des transferts extérieurs}$
 $PNB = 1200 + 10 = 1210$

Le PNB exprime le revenu national disponible brut, RNDB
 $RNDB = \text{somme des revenus disponibles des agents}$
 $RNDB = 780 + 190 + 240 = 1210$

La consommation nationale CN regroupe la C des ménages et la C publique.
Cela donne dans notre exemple :

$$CN = 680 + (200 + 30) = 910$$

On sait qu'en général $S = R - C$. On a déjà calculé ci-dessus SN par la somme des S des agents et on a trouvé $SN = 300$. Vérifions par les agrégats en faisant $RNDB (PNB) - CN$

$$\underline{1210 - 910} = 300 = SN.$$

3) La dépense nationale brute (DNB)

C'est la somme des dépenses de consommation et d'investissement de la nation.

$$DNB = CN + IN = 910 + 321 = 1231. \quad IN = 321 \text{ (voir ci-dessus)}$$

On remarque que cette nation dispose d'un revenu de 1210 alors qu'elle dépense 1231. Il lui manque donc un revenu de 21 qui correspond au besoin de financement national calculé ci-dessus.

4) le solde de la balance des paiements courants SBPC.

Les paiements courants intègrent tous les flux entre le pays et le reste du monde à part les flux de capitaux.

$$SBPC = (X - M) + \text{solde des transferts extérieurs}$$

$SBPC = 250 - 281 + 10 = -21$. On retrouve la PFN calculée par d'autres méthodes précédemment.

Précisons que le terme " brut " signifie que les amortissements sont encore inclus dans la valeur calculée.

Vérifions l'égalité ressources = emplois

$$PIB + M = CN + IN + X. \quad IN \text{ remplace ici la FBCF}$$

$1200 + 281 = 910 + 321 + 250$. On retrouvera cette égalité avec plus de détails dans l'étude de l'équilibre macroéconomique.